



HAL
open science

Faut-il se souvenir des colonies ?

Irène dos Santos

► **To cite this version:**

Irène dos Santos. Faut-il se souvenir des colonies ?. Sarah Gensburger; Sandrine Lefranc. La mémoire collective en question(s), Presses Universitaires de France, pp.37-43, 2023, Le Lien social, 978-2-13-083599-8. hal-03931440

HAL Id: hal-03931440

<https://hal.science/hal-03931440>

Submitted on 9 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

GENSBURGER Sarah et Sandrine LEFRANC, 2023, *La mémoire collective en question(s)*, Paris, Presses Universitaires de France (le lien social, collection dirigée par Serge Paugam).

Chapitre 2 :

Faut-il se souvenir des colonies ?

Irène Dos Santos

37-43

Manjacaze avait des airs de grand-père.
Ah, si j'avais pu m'asseoir sur ses genoux
et écouter ses histoires de nègres,
comme si c'était possible en ce bas monde !
Un Noir ne touchait pas une Blanche,
même comme l'aurait fait un grand-père.
Aussi ne pouvions-nous qu'échanger des sourires.
Sans rien dire.
(Figueiredo, 2021 : 75)

Pourquoi Isabela Figueiredo a-t-elle finalement publié son *Carnet de mémoires coloniales* (dont est tirée la phrase mise en exergue) initialement voué à rester confidentiel ? Le partage de souvenirs d'enfance – ici, le récit autobiographique de la trahison filiale envers un père adoré mais « colon », rendu public après sa mort (Figueiredo, 2009 [trad. 2021]) - s'il interpelle le lecteur et le plus souvent un lecteur déjà convaincu, peut-il avoir un impact plus large sur le rapport d'une ancienne métropole coloniale à son passé et à ses enjeux présents ? Ou bien, et parce que la « mémoire » est une ressource dans les situations de fortes ruptures politiques et sociales, ces souvenirs devenus « mémoires » sont-ils le révélateur d'une rupture déjà en cours au Portugal dans le rapport au passé colonial ?

À l'échelle de nos sociétés européennes, comment dépasser les dimensions intrinsèquement clivantes et négatives des « mémoires coloniales », qu'elles opposent des groupes sociaux, une ancienne métropole et une ancienne colonie devenu État indépendant, ou encore, pour nous en tenir au cas français, une métropole et ses départements, régions et collectivités d'outre-mer ?

Du souvenir de la colonie aux mémoires coloniales : silence, oubli et continuité

Chez les familles de rapatriés des colonies le silence a souvent prévalu sur une histoire frappée d'« illégitimité mémorielle » devenue celle d'un « double exil » (Baussant, 2002)¹. Mais silence ne veut pas dire oublié, car si la mémoire est évocation de souvenirs elle est aussi traces : noms donnés à des lieux, dates de célébration, goûts et odeurs, objets - ou, s'ils ont disparu, l'action qui leur était associée. Et lorsque ces exilés en viennent à évoquer le passé, ils ne parlent pas de « colonie » mais de leur pays et de droit d'appartenance.

La question du souvenir des colonies, enchevêtrée à celle de la colonisation (comme système politique) et de la décolonisation (guerres coloniales / d'indépendance), ne concerne pas uniquement les rapatriés, leurs descendants et les sociétés anciennement colonisatrices. Mais comment appréhender la mémoire coloniale dans les anciennes colonies sans les réduire à ce passé, et dépassé un imaginaire euro-centré qui tend toujours à ignorer l'histoire longue de ces sociétés ? Des sociétés qui n'en sont pas moins marquées structurellement par le « legs colonial » (Bayart et Bertrand, 2006). Des rapports sociaux issus de l'Etat colonial et de son économie politique qui ont notamment conduit, après les indépendances, à ce que l'on a appelé des migrations post-coloniales : situation paradigmatique de la tension entre rupture et continuité générationnelle, comme l'a montré le sociologue Abdelmalek Sayad en analysant la contradiction intenable entre la logique de reproduction et la logique de rupture qui a caractérisé l'expérience des descendants de migrants algériens en France aux prises avec le modèle assimilationniste (Sayad, 1994). Une migration traversée par des « mémoires tuées » (Ribert, 2011) et dont l'approche en termes de silence « autorise l'analyse concrète de la coexistence de l'occultation et de la transmission » (Lavabre, 2007 :140).

Le « colonial » étant moins une borne chronologique que des rapports sociopolitiques spécifiques, poser la question du souvenir des colonies c'est aussi questionner l'« efficacité » sociale de la « mémoire » à mettre un terme aux continuités héritées – ou « legs » - de ce passé : celles qui subsistent au sein de nos sociétés, anciennes métropoles européennes impériales, et qui fondent des inégalités sociales et des discriminations ethno-raciales de

citoyens – anciens « indigènes » devenus des figures de la continuité de la relation d'extériorité coloniale – issus de flux migratoires post-coloniaux ou vivant dans les territoires ultramarins².

Faut-il se souvenir des colonies ? Du point de vue des sciences sociales et de la sociologie de la mémoire en particulier, la réponse est complexe, notamment lorsque l'on s'intéresse au sein d'une même société aux différents groupes sociaux concernés par le partage d'un même passé et à la pluralité des souvenirs et des mémoires dites coloniales. Des groupes qui ne sont d'ailleurs pas toujours étanches, comme l'a montré Giulia Fabbiano (2016) à propos de ces couples formés par des harkis et des algériens immigrés en France et dont les mémoires, une fois mises à l'épreuve des interactions quotidiennes et de la subjectivité des appartenances, ne peuvent être réduites à l'idée de « concurrence mémorielle ».

Le travail de décolonisation mémorielle : vérité historique, pluralité de récits et « retour »

Articulée à la question du colonial, la « mémoire » renvoie non seulement à des controverses politiques³ mais aussi académiques, que l'on se réfère au débat historiographique concernant l'intérêt heuristique de la catégorie « études coloniales » ou, plus globalement aux disputes qui traversent les sciences sociales françaises, et au-delà, au sujet des études postcoloniales et de leurs appropriations « militantes » dans l'espace universitaire. Mais au-delà de ces controverses la nécessaire quête de vérité historique s'impose peu à peu : pensons par exemple à l'insertion dans la nouvelle exposition permanente du Musée national d'histoire de l'immigration de la question du « massacre colonial » du 17 octobre 1961 à Paris (Blanchard, 2018).

Le colonial affecte notre présent de différentes manières et questionner ses présences dans le passé éclaire d'une part la dualité de la notion de mémoire – « objet théorique » mais aussi « objet réel, social » (Lavabre, 2007 : 140) mobilisé par les individus et les groupes sur lesquels nous travaillons et qui parlent eux-mêmes et pour eux-mêmes de « mémoire » – et d'autre part de sa « polysémie » (*ibid.*). À la fois souvenirs d'individus de différentes générations marqués différemment par l'expérience du vivre ensemble en colonie et par l'histoire de la colonisation, et mémoires dites collectives d'anciens « colons » et d'anciens « colonisés »⁴. À la fois revendications mémorielles et « politiques de mémoire » adossées à l'idée du « plus jamais ça ! » et à la pratique de commémorations : à l'image de celles que nous avons vécu en France en 2022 autour de la commémoration des Accords d'Évian et de la

guerre d'Algérie. Des commémorations qui attirent aussi notre attention sur une nécessaire « décolonisation mémorielle » (Fabbiano, 2021), dès lors que la mémoire officielle sur les harkis se soucie moins « des acteurs qu'elle est censée honorer, que de la bonne place à donner à la mémoire de la guerre et de la colonisation dans le récit national » (*ibid.*).

Beaucoup a déjà été dit sur la nostalgie des rapatriés des colonies, leur quête d'appartenance et demandes de réparations officielles de la « perte » – au sens matériel et figuré. Dans le cas des Portugais *retornado-as* d'Angola et du Mozambique, sur lesquels portent mes travaux, cette nostalgie est arrimée à une mémoire officielle qui a réactualisé depuis 1974 - en contexte post-autoritaire et post-empire - un nationalisme impérial diffus dans toute la population qui continue de façonner le mythe d'une colonisation plus douce et du non-racisme « ontologique » des Portugais. Mais le cas portugais montre aussi le rôle joué par des individus de la génération des enfants de *retornado-as* dans l'émergence d'un contre-récit visant la décolonisation mémorielle. En effet, le récit autobiographique d'où a été extraite la phrase en exergue de ce texte s'inscrit dans une volonté de l'auteur de raconter « sa vérité » (Figueiredo, 2021 : 174) – « un affront à la mémoire de mon père » (226) – alors que fuyant vers la métropole il lui fit promettre de raconter les massacres de Blancs, les emprisonnements, la faim, etc. : « Il pouvait bien m'obliger à m'asseoir, à écouter et à me taire, à assister malgré moi à des réunions publiques ou privées, formelles ou informelles, où se déversait une idéologie raciale, mais pas me convaincre des avantages de la race ou de la haine (...) je l'avais trahi pour que nous puissions relever la tête. » (*ibid.* : 194-196).

Ce *Carnet de mémoires coloniales* illustre l'articulation, depuis la fin des années 2000 au Portugal entre, d'une part l'émergence d'un contre-récit littéraire d'enfants de *retornado-as* pour lesquels la nostalgie n'est plus la seule manière de se souvenir des colonies, d'autre part une rupture historiographique avec une histoire hagiographique de l'empire et la consolidation d'une histoire de la colonisation et, enfin, des militantismes engagés dans la construction d'une société démocratique en quête d'une mémoire politisée autour des passés dictatorial et/ou colonial (Dos Santos, 2017). C'est dans ce contexte plus général de refus de tourner le dos aux passés violents récents que des enfants de *retornado-as* mobilisent le passé familial comme un support de rupture avec l'impensé colonial au sein de la société portugaise contemporaine. Plusieurs éléments peuvent nous aider à comprendre cette situation qui pourrait paraître quelque peu surprenante si l'on s'en tient à une vision trop dichotomisée de la situation « (post)coloniale ». D'une part, des liens transnationaux ont été maintenus après les indépendances au sein de familles inscrites dans une histoire longue de la colonisation (qui se distingue de la colonisation de peuplement tardif de l'Angola et du Mozambique des

années 1950-60) et davantage marquées par des unions mixtes (entre hommes émigrants blancs et femmes locales). Ces liens familiaux transnationaux –économiques, politiques, culturels – construits entre le Portugal et les anciens territoires colonisés, mais aussi des liens construits après le « retour » avec des populations issues des flux de l’immigration post-coloniale, avec laquelle une certaine expérience de minorisation a pu être partagée, constituent des points aveugles de la recherche sur les rapports sociaux de classe et de race à l’œuvre dans le processus d’intégration à la société portugaise des rapatriés des colonies et de leurs enfants, ainsi que sur leurs sentiments d’appartenance. D’autre part, certaines « mémoires d’exils » de familles ayant rompu les liens avec les territoires devenus indépendants ont pu trouver de manière fortuite un prolongement au travers d’un « retour » lorsque, dans les années 2010 de crise économique au Portugal, des enfants de rapatriés sont partis travailler dans les anciennes colonies (en Angola principalement) devenant, dans ce contexte, des figures à la fois de médiateurs mémoriels entre les générations et de conscientisation de la persistance dans les rapports d’altérité des Portugais de rapports de domination et de hiérarchisation raciale.

Autant de cadres sociaux dans des situations « (post)coloniales » complexes qui nous obligent à regarder la présence des passés coloniaux depuis une multiplicité de lieux, de sources et de figures d’héritiers des souvenirs de la colonie.

Références citées :

Baussant, Michèle, 2002, *Pieds-Noirs. Mémoires d’exils*, Paris, Stock.

Bayard, Jean-François et Romain, Bertrand, 2006, « De quel ‘legs colonial’ parle-t-on ? », *Esprit*, pp. 134-160.

Blanchard, Emmanuel, 2018, « 1961. Le 17 octobre, un massacre colonial », in *Rapport de préfiguration de la nouvelle exposition permanente ‘Repères’* », préparé par le Comité scientifique pour la refonte des galeries permanentes du Musée national l’histoire de l’immigration, Patrick, Boucheron (sous la dir.) et Romain Bertrand (secrétaire scientifique), remis le 30 novembre 2018, pp. 169-175.

Dos Santos, Irène, 2017, « Constructions mémorielles dans la post-dictature et le post-colonialisme au Portugal. Entre Lisbonne et Luanda, quel partage d’expérience ? », *Ethnologies*, 39/2 [en ligne : <https://id.erudit.org/iderudit/1051667ar>]

Fabbiano, Giulia, 2021, « Avec le ‘pardon’ d’Emmanuel Macron, ‘les harkis sont convoqués une fois de plus en figurants censés cautionner l’histoire qui leur est imposée’ », *Le Monde*, Tribune publiée le 30 septembre 2021.

Fabbiano, Giulia, 2016, *Hériter 1962. Harkis et immigrés algériens à l’épreuve des appartenances nationales*, Nanterre, Presses Universitaires de Paris Ouest.

Figueiredo, Isabela, 2021 [2009], *Carnets de mémoires coloniales*, Paris, Chandeigne (traduit du portugais).

Larcher, Silyane, 2021, « Commémorer le passé ou décoloniser l'oubli ? Antilles françaises, 1848-2021 », *Les mondes de l'esclavage. Une histoire comparée*, Paulin Ismard (dir.), Benedetta Rossi et Cécile Vidal (coord.), Paris, Seuil, pp. 395-405.

Lavabre, Marie-Claire, 2007, « Paradigmes de la mémoire », *Transcontinentales. Sociétés, idéologies, système mondial*, n°5, pp. 139-147.

Sayad, Abdelmalek, 1994, « Le mode de génération des générations 'immigrées' », *L'homme et la société*, 111-112 (1-2), pp. 155-174.

¹ Se reporter au chapitre de Michèle Baussant dans le présent ouvrage.

² Pour ce qui concerne les colonies d'esclavage, et en particulier les enjeux historiques qui conduisent à interroger les conditions sociales de production des représentations partagées du passé esclavagiste et de sa mise en récit public (p.396), se référer à : Larcher, 2021.

³ Suite à la loi du 24 février 2005 (et en particulier son article 4) ayant mis en avant la question du passé colonial de la France.

⁴ L'usage des guillemets vise à nous rappeler l'usage problématique de ces catégories qui gommant la diversité des « situations coloniales » et des agents coloniaux (administrateurs, colons, petits entrepreneurs), et naturalisent les identités de « colon », de « colonisé ».